

L'ajournement

de plus en plus omniprésente, quelqu'un aurait eu l'idée de poser des questions fondamentales.

Où cette société technologique nous mène-t-elle? Quel effet aura-t-elle sur moi, sur vous, sur les Canadiens en général? On aurait pu penser que le gouvernement aurait voulu financer des recherches là-dessus.

Les questions soulevées aujourd'hui sont les suivantes. Devons-nous nous attendre à d'autres réductions massives? Y aura-t-il d'autres réductions? Le coup sera-t-il encore plus dur qu'il ne l'a été jusqu'à maintenant? Nos jeunes Canadiens souffriront-ils? Seront-ils incapables de concurrencer les jeunes des autres pays?

[Français]

Monsieur le Président, je viens d'indiquer très rapidement que lorsque j'ai posé la question à la Chambre, le 9 novembre, j'ai reçu une réponse qui selon moi n'était pas complète et j'ai donc donné un résumé des coupures massives de la part du gouvernement, et essayé d'identifier l'impact négatif qu'il y aura sur chaque région, sur tous les gens de ce pays.

Je prie donc le ministre, à ce moment-ci, d'essayer d'élaborer, me donner un plan précis de la façon dont ils vont procéder dans le but de contrecarrer ces coupures.

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, au nom du Secrétaire d'État, j'aimerais profiter de l'occasion pour apporter certaines précisions en réponse à une question soulevée par le député de Saint-Boniface, le 9 novembre dernier, concernant le financement de l'enseignement postsecondaire.

Comme le Secrétaire d'État—qui est juste à côté de moi d'ailleurs—l'a déclaré récemment, notre gouvernement classe l'éducation parmi les priorités nationales. Nous nous sommes engagés expressément à collaborer avec les provinces et les Territoires au financement d'un système d'enseignement postsecondaire fondé sur l'excellence et l'égalité des chances.

À la conférence des premiers ministres, qui a eu lieu en novembre dernier, le premier ministre du Canada a proposé la mise sur pied d'un groupe de travail national sur la mise en oeuvre des ressources humaines, en prévision de l'an 2000. Ce groupe de travail s'occuperait notamment de cerner les problèmes des ressources humaines, d'examiner les résultats produits par les systèmes actuels d'éducation et de formation, et de formuler des recommandations sur les changements souhaitables.

[Traduction]

Le représentant du premier ministre, M. Douglas Wright, président de l'Université de Waterloo, est à mettre au point cette proposition en étroite collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation. Le premier ministre a confirmé que le gouvernement fédéral assumera sa juste part de ce fardeau parce qu'il veut s'assurer que tous les jeunes Canadiens reçoivent un enseignement de premier ordre pour être en mesure de relever un défi d'envergure internationale.

C'est le Financement des programmes établis qui représente la part du lion de l'aide fédérale actuellement. En vertu de ce programme, le gouvernement fédéral transfère aux gouvernements provinciaux des fonds et des points d'impôt au titre de l'enseignement postsecondaire.

En 1989, le FPE a continué d'afficher un fort taux de croissance en dépit des contraintes financières dont il a fallu tenir compte. On a débloqué 5,4 milliards de dollars dans le cadre de ce programme l'an dernier. Cette somme est passée à 5,7 milliards de dollars cette année. Il ne s'agit donc pas d'une compression, mais d'une augmentation de 6 p. 100.

Combiné à d'autres formes d'aide plus directe, le soutien du gouvernement fédéral à l'enseignement supérieur est d'environ 7 milliards de dollars sur un total de 12,5 milliards à dépenser à ce chapitre cette année.

[Français]

L'accès à l'enseignement supérieur pour tous les Canadiens constitue également une priorité pour les gouvernements fédéral et provinciaux. Le Programme canadien de prêts aux étudiants, de concert avec les programmes provinciaux, a permis à plus de 1,5 million de Canadiens de poursuivre leurs études. Cette année, plus de 400 millions de dollars serviront à financer des prêts consentis à un quart de millions d'étudiants, soit le double de ce qui a été dépensé il y a cinq ans. Le programme de prêts fait actuellement l'objet d'un examen dans le cadre duquel il importe de tenir en équilibre les besoins actuels et futurs des étudiants et des gouvernements.

• (1915)

Avec la mise en oeuvre du nouveau programme de bourses du Canada, les étudiants les plus doués seront en mesure de décrocher des diplômes en sciences naturelles, en génie et dans des disciplines connexes. Le programme des réseaux de centres d'excellence fournira à certains des meilleurs chercheurs du pays une occasion unique de travailler ensemble sur des projets prioritaires à notre avenir. Voilà de bonnes nouvelles pour nos ingénieurs, nos scientifiques et nos chercheurs de l'avenir.